

Poste Source de BELLOY
Création d'un poste Source 225 kV/20kV
Programme 2015-2020

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

DOSSIER ENQUETE PUBLIQUE

PIECE N°10 - PROCEDURES ADMINISTRATIVES APPLICABLES AU PROJET



Procédures administratives applicables au projet et la place de l'étude d'impact dans cette procédure

- L'étude d'impact est soumise à la validation de l'autorité environnementale mise en place par le préfet avant toute diffusion au public. Cette validation est donc nécessaire avant l'ouverture de l'enquête publique.

- L'enquête publique préalable aux travaux est ouverte par arrêté du préfet du département. Elle est conduite par un commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif qui, à l'issue de l'enquête, établira un rapport ainsi que ses conclusions. L'enquête publique, d'une durée d'un mois, est destinée à renseigner le public sur le projet et à recueillir ses observations. Au préalable, le public est informé du déroulement de cette enquête par affichage dans la commune concernée et par la publication dans la presse quinze jours au moins avant le début. Un registre est mis à disposition du public en mairie de la commune concernée. A l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur rédige un rapport faisant apparaître ses conclusions motivées et l'adresse dans un délai d'un mois au préfet. Ce dernier les transmet à ENEDIS et RTE, qui répondent aux observations du public et du commissaire enquêteur. Le rapport d'enquête est tenu à la disposition du public à la préfecture pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

- Une approbation préalable pour les ouvrages d'ENEDIS, conformément à l'article 5 du décret 2011-1697 du 1er décembre 2011 et à la circulaire ministérielle du 17 janvier 2012, pour laquelle ENEDIS consulte en premier lieu le préfet, les maires, les autorités et les services de l'état parties prenantes du projet. A l'issue de la consultation, ENEDIS adresse au préfet une demande d'approbation accompagnée d'un dossier comportant notamment les avis rendus, les réponses aux observations et les propositions du maître d'ouvrage sur la suite donnée au projet. La direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) sur délégation du préfet et au travers de la procédure d'approbation vérifie le respect de l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquels doivent satisfaire les ouvrages des réseaux publics d'électricité. Cette décision administrative a pour objet de garantir que les ouvrages sont, sur le plan technique, conformes aux normes et prescriptions réglementaires relatives à la sécurité des personnes et des biens, et qu'ils sont compatibles avec les infrastructures et équipements existants.

- Une instruction de demande de permis de construire. C'est un acte administratif qui donne les moyens à l'administration de vérifier qu'un projet de construction est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme.

Il est généralement exigé pour tous les travaux de grandes importances conformément au code de l'urbanisme selon les articles :

L421-1 à L424-9 : Obligation de permis de construire.

R423-1 à R423-23 : Procédure de demande de permis de construire.

Pour les permis de construire, le délai d'instruction de la demande est de trois mois à compter de la réception du dossier complet. Dans les 15 jours qui suivent le dépôt du dossier et durant toute l'instruction, un avis de dépôt de demande de permis précisant les caractéristiques essentielles du projet doit être affiché en mairie.

La décision de la mairie prend la forme d'un arrêté municipal. Cette décision est adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou par courrier électronique.

Lorsqu'un permis de construire a été refusé, ENEDIS peut demander à la mairie de revoir sa position dans les 2 mois qui suivent le refus par lettre recommandée avec avis de réception.